



Déclaration Snes-FSU-CGT Educ'action

CAPA du mercredi 05 février 2020

Madame la Rectrice
Mesdames et Messieurs les membres de la CAPA,

Cette CAPA se tient dans un mouvement social sans égal depuis des dizaines d'années : deux mois de grève et de manifestations. Le soutien de la population à ce mouvement est toujours majoritaire et l'avis du Conseil d'état est un désaveu cinglant à la stratégie gouvernementale. Il fait ressortir le flou du projet, et il confirme nos analyses d'une réforme qui méprise les personnels. Cette réforme est décidément injuste et dangereuse : en l'état, elle s'accompagnera d'une baisse importante des pensions pour tous. Concernant le financement, nos organisations syndicales réaffirment leur proposition d'augmentation des recettes des régimes de retraite qui passent par une meilleure répartition des richesses créées par le travail des salariés.

Dans le même temps, la première session des E3C se déroule dans la plus grande confusion. Depuis plusieurs mois, nos organisations syndicales ont alerté le Ministère et demandé à renoncer à cette session. Après 15 jours d'épreuves, le bilan est clair, le bac Blanquer est recalé, tant cette session est marquée par les dysfonctionnements mais aussi par de graves tensions en raison de l'obstination politique à vouloir tenir ces E3C. Du fait du renvoi au local de l'organisation des épreuves, les conditions de passation des épreuves ont été très différentes selon les lycées :

- dans plusieurs établissements, les élèves n'étaient pas en configuration examen,
- les sujets sur lesquels avaient composé les premiers élèves ont été diffusés sur les réseaux sociaux, entraînant de fait une grave rupture d'égalité,
- les conditions de passation de l'épreuve orale de langue vivante ont aussi été marquées par de nombreux problèmes (conditions de diffusion et d'écoute différentes d'une classe à l'autre par exemple)

En outre, depuis quelques jours, les pressions, menaces se multiplient contre les élèves et les enseignants. Les incidents sont nombreux : des élèves brutalisés par des forces de l'ordre aux abords de leur lycée, des élèves qui se retrouvent séquestrés dans leur établissement sous cadenas à composer sous la contrainte, des élèves menacés d'un zéro pour avoir participé à la mobilisation et n'avoir pas composé, avec parfois la circonstance "aggravante" de s'être abonné à un compte instagram "suspect". Ces intimidations et violences contre les élèves et les professeurs sont inadmissibles. Certes, les épreuves se tiennent. Mais à quel prix ? La

stratégie du pourrissement ne peut être la réponse aux inquiétudes et mobilisations de la communauté éducative. Il y a urgence à sortir de l'impasse.

Autre motif de mécontentement : la préparation de rentrée. Les DGH arrivent dans les établissements, elles sont bien souvent en baisse. Grâce à la réforme Blanquer, groupes et options disparaissent, la quantité d'heures supplémentaires explose et des postes sont supprimés.

C'est dans ce contexte de défiance que se tient la CAPA de promotion d'échelon, CAPA que nous espérons ne pas être la dernière. Beaucoup de nos collègues attendent ces promotions car le gouvernement reste sourd à notre revendication d'une revalorisation du point d'indice pour rattraper le retard accumulé depuis des années.

Pour cette deuxième année d'application du protocole PPCR, nous regrettons qu'il y ait encore des écarts notables entre les disciplines. Par exemple, seuls 16 % des promouvables au 9ème échelon en anglais bénéficient d'une accélération de carrière, alors que ce chiffre atteint plus de 43 % en Histoire-Géographie. Sur 18 collègues promouvables en Arts Plastiques aux 7ème et 9ème échelon, aucun collègue n'est promu, alors que, pour un contingent similaire en Espagnol, sur 19 collègues promouvables, 7 sont promus (37 %). Nous pourrions citer d'autres exemples qui soulèvent la question récurrente de l'harmonisation entre les différentes disciplines et, de fait, l'égalité de traitement entre tous les collègues.